PAYS CONQUIS
D'ENTRE
RHIN ET MOSELLE
ET D'ENTRE
MEUSE ET RHIN.

EXTRAIT
DES
RÉGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS
DU
DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

Du 28 Floréal, an quatrième de la République française, une & indivisible.

LE DIRECTOIRE EXÉCUTIF, sur le rapport qui lui a été fait, par le Ministre des Finances, de la situation actuelle des Administrations des Pays conquis d'entre Rhin & Moselle, & d'entre Meuse & Rhin, dont les unes, par les divers changemens & les événemens qui ont eu lieu, n'existent plus, & les autres ne sont pas en activité.

Considérant qu'il est important d'y suppléer promptement par une organisation aussi régulière que les circonstances & les localités le permettent, convaincu d'ailleurs de l'utilité de former dans ces Pays conquis deux Directions générales d'Administration, & d'y établir le même régime, *arrête* :

ARTICLE PREMIER.

Toutes les Administrations, soit centrales, soit d'arrondissement, toutes les Commissions ou Bureaux établis par des Arrêtés du Comité de Salut public, des Représentans du Peuple ou des Commissaires du Gouvernement, ainsi que la Commission établie par l'Arrêté du Directoire exécutif du 14 Pluviôse dernier, sont & demeurent définitivement supprimées ; les membres de ces Administrations ou Bureaux, seront tenus de remettre leurs papiers & régistres aux deux Directeurs généraux qui seront ci-après établis.

II. Tous les Pays conquis actuellement occupés par les Armées de la République, seront partagés en deux Divisions :

La premiere, sous le titre de Division d'*entre Rhin & Moselle*, comprendra tout le pays situé à la rive droite de la Moselle, le haut & bas Electorat de Trêves, & les territoires respectifs des deux villes de Trêves & de Coblenz, sur les deux rives de cette rivière.

La seconde, sous le titre de Division d'*entre Rhin & Meuse*, comprendra tous les pays conquis entre Meuse & Rhin, sur la rive gauche de la Moselle.

III. Il y aura, dans chacune de ces deux Divisions, un Directeur général, qui sera nommé par le Directoire exécutif. Chacun de ces Directeurs aura dans sa Division les attributions suivantes :

1.° La Régie & perception des Revenus des Domaines nationaux corporels & incorporels, des forêts, forges, mines, usines, pêches, étangs, rivières, & enfin de toutes les propriétés quelconques & droits de toute espèce & de toute dénomination, acquis au profit de la République, & qui étaient perçus à celui des Princes, Seigneurs, Evêques, Chapitres,

Eroberte Lande
zwischen
Rhein und Mosel,
und zwischen
Rhein und Maas.

Auszug
der
Protokolle der Beschlüsse
des
vollziehenden Direktoriums,

Vom 23. Floreal 4. J. der Französischen, einigen und untheilbaren Republik.

Nachdem dem vollziehenden Direktorium durch den Finanz-Minister von der gegenwärtigen Lage der Verwaltungen der eroberten Lande zwischen Rhein und Mosel, und zwischen Maas und Rhein Bericht erstattet worden, sohin sich ergeben, daß dieselbe wegen der verschiedenen Veränderungen und vorgegangenen Ereignisse theils nicht mehr bestehen, theils nicht in Thätigkeit sind;

In Erwägung aber, wie sehr daran gelegen, daß jenen Misverhältnissen durch eine so regelmäßige Organisation, als es die Umstände und Lokalitäten zugeben, schleunig abgethan werde; in fernerer Ueberzeugung von der Zuträglichkeit, in diesen eroberten Landen 2 General-Direktionen für das Verwaltungs-Wesen zu bilden, und die nämliche Form daselbst einzuführen; so beschließt es:

Erster Artikel.

Sämtliche sowohl Central- als Bezirks-Verwaltungen, sämtliche Kommissionen oder Bureaux, sie mögen durch vorherige Beschlüsse des Heils-Ausschusses, der Volks-Repräsentanten, oder der Regierungs-Kommissarien eingesetzt worden seyn, wie ingleichen die durch den Beschluß des vollziehenden Direktoriums vom 14. Pluviose lezthin errichtete Kommission, sind und bleiben ein für allemal abgeschafft. Die Glieder dieser Verwaltungen sollen gehalten seyn, ihre Papiere und Bücher den beyden hierunter eingesetzten General-Direktoren abzugeben.

II. Sämtliche eroberte Lande, welche dermalen durch die Armeen der Republik besetzt sind, sollen in 2 Divisionen getheilt werden.

Die 1ste, unter der Benennung: Division zwischen Rhein und Mosel, soll das ganze Land auf dem rechten Mosel-Ufer: das obere und niedere Kurfürstenthum Trier, und die respektiven Territorien der beyden Städte Trier und Koblenz auf beyden Ufern dieses Flusses in sich fassen.

Die 2te, unter der Benennung: Division zwischen Rhein und Maas, soll alle eroberte Lande zwischen Maas und Rhein auf dem linken Mosel-Ufer einbegreifen.

III. In jeder der beyden Divisionen soll es einen General-Direktor geben, der durch das vollziehende Direktorium ernannt werden wird. Jeder dieser Direktoren soll in seiner Division folgende Attributionen haben.

1.) Die Verwaltung und Erhebung der Einkünfte von den körperlichen und unkörperlichen National-Domainen, von den Forsten, Hämmern, Bergwerken, Messingshütten, Fischereyen, Teichen, Flüssen, und endlich von allem und jeden Einkommen, Rechten aller Art und Benennung, welche der Republik heimgefallen [illegible] zum Nutzen der Fürsten, Herrlichkeiten, Bischöfe, Stifte, Pfar- [illegible] und Gemeinden erhoben wurden.

II. Tous les Pays conquis actuellement occupés par les Armées de la République, seront partagés en deux Divisions :

La premiere, sous le titre de Division d'*entre Rhin & Moselle*, comprendra tout le pays situé à la rive droite de la Moselle, le haut & bas Electorat de Trêves, & les territoires respectifs des deux villes de Trêves & de Coblenz, sur les deux rives de cette rivière.

La seconde, sous le titre de Division d'*entre Rhin & Meuse*, comprendra tous les pays conquis entre Meuse & Rhin, sur la rive gauche de la Moselle.

III. Il y aura, dans chacune de ces deux Divisions, un Directeur général, qui sera nommé par le Directoire exécutif. Chacun de ces Directeurs aura dans sa Division les attributions suivantes :

1.° La Régie & perception des Revenus des Domaines nationaux corporels & incorporels, des forêts, forges, mines, usines, pêches, étangs, rivières, & enfin de toutes les propriétés quelconques & droits de toute espèce & de toute dénomination, acquis au profit de la République, & qui étaient perçus à celui des Princes, Seigneurs, Evêques, Chapitres, Abbayes, Monastères, Corporations & Emigrés ;

2.° La surveillance & direction des Forêts appartenant aux Communes ;

3.° La répartition & la perception de l'Emprunt forcé, & de toutes les autres Contributions qui existent ou qui pourraient être levées dans les pays conquis, sur l'ordre du Gouvernement & des Généraux en chef ;

4.° L'entretien & réparation des ponts & chaussées ;

5.° La surveillance des Municipalités & de toutes autres Autorités civiles ;

6.° La Police générale ;

7.° La surveillance de l'exécution des lois & des ordres du Gouvernement, autres que ceux relatifs aux Armées & Administrations militaires, dans lesquels ils ne pourront s'immiscer jamais.

IV. Font partie des Revenus nationaux dans tous les pays conquis non unis à la République, les dimes, cens & rentes de toute nature & dénomination qui se perçevoient au profit des Princes, Seigneurs, Evêques, Chapitres, Cures, Abbayes, Monastères, Corporations & Emigrés.

V. Chacun des deux Directeurs généraux fera faire, dans sa Division, la perception des dimes, cens & rentes de toute nature, soit par adjudication, soit de toute autre manière qu'il jugera la plus sûre, la plus prompte & la plus avantageuse, d'après les circonstances, la position des Armées & leurs mouvemens.

VI. Les Abbés, Chanoines, Curés, Religieux & Religieuses, & Maîtres d'école du haut & bas Electorat de Trêves, jouiront, comme dans tout le reste du pays conquis entre Rhin & Moselle, des pensions déterminées par Arrêté des Représentans du Peuple Reubell & Rivaud, en date du 6 Vendémiaire, sans que ces pensions puissent excéder mille francs pour les Abbés, Chanoines, Curés, Religieux & Religieuses, & six cents francs pour les Maîtres d'école : ceux-ci seront tenus de justifier qu'ils tiraient précédemment un traitement sur les revenus confisqués au profit de la République. En conséquence, les Directeurs généraux prendront les mesures les plus actives pour mettre promptement sous leur Régie tous les biens ecclésiastiques dont peuvent encore jouir les Evêques, Abbés, Chanoines, Curés, Religieux & Religieuses, & tous les Bénéficiers quelconques. Parmi ces biens sont compris ceux des Ordres de Malthe & Teutonique.

VII. Les Directeurs généraux rendront compte exactement de leur gestion & de leurs opérations relatives aux domaines, bois, mines, forges & usines, à la Régie nationale de l'enrégistrement & du domaine national, à laquelle la surveillance de ces objets est attribuée.

Ils rendront pareillement compte au Ministre des Finances de leur travail sur l'Emprunt forcé & autres Contributions, & lui adresseront, à la fin de chaque mois, un état d'eux certifié de toutes les recettes & dépenses, par nature d'objets, qui auront eu lieu dans leur Division.

Ils rendront aussi compte au Ministre de l'intérieur de leurs opérations relatives aux ponts & chaussées ; au Ministre de la Police générale, de toutes les dispositions qu'ils prendront sur cette partie ; & au Ministre de la Justice, de tout ce qui aura rapport à cette administration.

VIII. Les Directeurs généraux entretiendront pareillement une correspondance suivie avec le Ministre de la Guerre ; ils lui adresseront régulièrement les états des grains & fourrages qui seront versés dans les magasins de l'Armée, ainsi que ceux des fournitures qui seront faites aux Corps & Administrations militaires, en bois, houille, fer, tôle & autres objets provenant des revenus nationaux. Ces fournitures ne pourront être délivrées, sous quelque prétexte que ce puisse être, que sur une réquisition en forme du Commissaire-Ordonnateur en chef de l'Armée aux Directeurs généraux, qui ne pourront en admettre aucune autre.

IX. Il est enjoint aux Généraux, Commandans & autres Chefs militaires, de donner les ordres les plus sévères, & de surveiller attentivement pour qu'aucunes vexations ni voies de fait ne soient exercées contre les Employés des Directions générales ; ils les feront au contraire respecter dans leurs personnes & leurs fonctions.

X. Il est interdit aux Généraux, Commandans, Officiers, & à tous Agens militaires, de s'immiscer dans les parties d'administration qui sont confiées aux susdits Employés.

II. Sämtliche eroberte Lande, welche dermalen durch die Armeen der Republik besetzt sind, sollen in 2 Divisionen getheilt werden.

Die 1ste, unter der Benennung: Division zwischen Rhein und Mosel, soll das ganze Land auf dem rechten Mosel-Ufer: das obere und niedere Kurfürstenthum Trier, und die respektiven Territorien der beyden Städte Trier und Koblenz auf beyden Ufern dieses Flusses in sich fassen.

Die 2te, unter der Benennung: Division zwischen Rhein und Maas, soll alle erobrte Lande zwischen Maas und Rhein auf dem linken Mosel-Ufer einbegreifen.

III. In jeder der beyden Divisionen soll es einen General-Direktor geben, der durch das vollziehende Direktorium ernannt werden wird. Jeder dieser Direktoren soll in seiner Division folgende Attributionen haben.

1) Die Verwaltung und Erhebung der Einkünfte von den körperlichen und unkörperlichen National-Domainen, von den Forsten, Hämmern, Bergwerken, Messings-Hütten, Fischereyen, Teichen, Flüssen, und endlich von allem und jedem Eigenthum, Rechten aller Art und Benennung, welche der Republik heimgefallen sind, und ehehin zum Nutzen der Fürsten, Herrlichkeiten, Bischöfe, Stifte, Pfarren, Abteyen, Klöster, Korporationen und Emigrirten erhoben wurden.

2) Die Aufsicht und Direktion der Gemeinden-Forsten.

3) Die Vertheilung der Erhebungen des gezwungenen Anlehns, und aller sonstiger Kontributionen, welche in den eroberten Landen entweder würklich im Betriebe sind, oder noch auf Verordnung der Regierung und der Generäle en Chef erhoben werden dürften.

4) Die Unterhaltung und Ausbesserung der Brücken und Landstraßen.

5) Die Aufsicht über die Munizipalitäten und alle andere Civil-Gewalten.

6) Die allgemeine Polizey.

7) Die Aufsicht über den Vollzug der Gesätze, und der Verordnungen der Regierung, mit Ausnahme derjenigen, welche auf die Armee und Militair-Verwaltungen Bezug haben, worin sie sich nie werden mengen können.

IV. Unter den National-Einkünften in allen eroberten, mit der Republik nicht vereinigten Landen sollen die Zehenden, Erbzinsen und Renten von aller Art und Benennung, welche vorhin zum Nutzen der Fürsten, Herrlichkeiten, Bischöfe, Stifte, Pfarren, Abteyen, Klöster, Korporationen und Emigrirten erhoben werden, gerechnet werden.

V. Jeder der beyden General-Direktoren soll in seiner Division die Erhebung der Zehenden, Erbzinsen und Renten aller Art, es sey durch Adjudikation, oder auf jede andere Weise besorgen, welche er nach den Umständen, nach der Stellung der Armeen, und nach den Bewegungen derselben für die sicherste, schleunigste und vortheilhafteste erachten wird.

VI. Die Aebte, Kanonicke, Pfarrer, Mönche und Nonnen, und Schulmeister des obern und niedern Kurfürstenthums Trier sollen, gleich in dem ganzen übrigen eroberten Lande zwischen Rhein und Mosel, Pensionen genieſſen, so wie solche durch den Beschluß der Volks-Repräsentanten Reubell und Rivaud unterm 6. Vendemiaire bestimmt worden, ohne daß jedoch diese Pensionen sich über 1000 Francs für die Aebte, Kanonicke, Pfarrer, Mönche und Nonnen, noch über 600 Francs für die Schulmeister werden belaufen können. Diese leztere sollen verbunden seyn, zu beweisen, daß sie vormals einen Gehalt auf die nunmehr zum Nutzen der Republik konfiszirten Einkünfte bezogen haben. Dem zufolge sollen die General-Direktoren die würksamsten Mittel ergreifen, um aufs baldigste alle geistliche Güter, deren die Bischöfe, Aebte, Kanonicke, Pfarrer, Mönchen und Nonnen, und alle sonstige Pfründner noch etwa genieſſen möchten, unter ihre Verwaltung zu stellen. Zu jenen Gütern sollen die der Maltheser und Deutschen Orden ungleichen gerechnet werden.

VII. Die General Direktoren sollen über ihre Verwaltung und ihre Operationen, in Ansehung der Domainen, Gehölze, Bergwerke, Hämmer und Hütten, an die National-Regie des Registrirungs-Wesens und der National-Domainen, welchen die Aufsicht über diese Gegenstände zugewiesen ist, genau Rechnung stellen.

Sie sollen gleichmäßig dem Finanz-Minister von ihrem Betriebe in Betreff des gezwungenen Anlehns und sonstiger Kontributionen Rechnung stellen, und ihm zu dem Ende bey Ablauf jeden Monats einen durch sie beglaubigten Etat aller in ihrer Division gehabten Einnahmen u. Ausgaben nach der Natur der Gegenstände einschicken.

Dann sollen sie dem Minister vom Innern über ihre Operationen in Ansehung der Brücken und Landstraßen, dem General-Polizey-Minister über alle ihre in diesem Fache zu nehmende Dispositionen, und dem Justiz-Minister über alles, was auf diese Verwaltung Bezug hat, Rechenschaft erstatten.

VIII. Die General-Direktoren sollen ebenfalls eine ordentliche Korrespondenz mit dem Kriegs-Minister unterhalten, und ihm die Etats der in die Magazine der Armee zu verstirenden Getreide und Fourragen, so wie die der Lieferungen, welche den Militairkorps und Administrationen an Holz, Steinkohlen, Eisen, Blech, und andern von den National-Domainen, herkommenden Gegenständen geschehen werden, regelmäßig einschicken. Jene Lieferungen sollen unter keinerley Vorwand geschehen können, als auf eine förmliche Requisition des ordinirenden Ober-Kommissairs der Armee an die General-Direktoren, und diese sollen sonst keine dergleichen annehmen.

IX. Den Generälen, Kommandanten, und andern militairischen Chefs wird aufgegeben, die strengsten Befehle zu erlassen, und sorgsam darauf zu wachen, daß keinerley Bedrückungen noch Gewaltthätigkeiten wider die Beamten der General-Direktionen verübt werden. Sie sollen im Gegentheile dieselbe in ihren Personen und Amts-Verrichtungen bey Achtung erhalten.

X. Es ist den Generälen, Kommandanten, Offizieren, und allen Militair-Agenten untersagt, sich in die Verwaltungs-Fächer zu mengen, welche den erwähnten Beamten anvertraut sind.

la ſurveillance de ces objets eſt attribuée.

Ils rendront pareillement compte au Miniſtre des Finances de leur travail ſur l'Emprunt forcé & autres Contributions, & lui adreſſeront, à la fin de chaque mois, un état d'eux certifié de toutes les recettes & dépenſes, par nature d'objets, qui auront eu lieu dans leur Diviſion.

Ils rendront auſſi compte au Miniſtre de l'intérieur de leurs opérations relatives aux ponts & chauſſées; au Miniſtre de la Police générale, de toutes les diſpoſitions qu'ils prendront ſur cette partie; & au Miniſtre de la Juſtice, de tout ce qui aura rapport à cette adminiſtration.

VIII. Les Directeurs généraux entretiendront pareillement une correſpondance ſuivie avec le Miniſtre de la Guerre; ils lui adreſſeront régulièrement les états des grains & fourrages qui ſeront verſés dans les magaſins de l'Armée, ainſi que ceux des fournitures qui ſeront faites aux Corps & Adminiſtrations militaires, en bois, houille, fer, tôle & autres objets provenant des revenus nationaux. Ces fournitures ne pourront être délivrées, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, que ſur une réquiſition en forme du Commiſſaire-Ordonnateur en chef de l'Armée aux Directeurs généraux, qui ne pourront en admettre aucune autre.

IX. Il eſt enjoint aux Généraux, Commandans & autres Chefs militaires, de donner les ordres les plus ſévères, & de ſurveiller attentivement pour qu'aucunes vexations ni voies de fait ne ſoient exercées contre les Employés des Directions générales; ils les feront au contraire reſpecter dans leurs perſonnes & leurs fonctions.

X. Il eſt interdit aux Généraux, Commandans, Officiers, & à tous Agens militaires, de s'immiſcer dans les parties d'adminiſtration qui ſont confiées aux ſuſdits Employés.

XI. Ces Employés ſeront tenus de porter l'uniforme qui leur a été preſcrit par Arrêté des Repréſentans du Peuple près l'Armée de Rhin & Moſelle, en date du 2.e jour complémentaire de l'an 3.e, en exécution de celui du Comité de Salut public, du 8 Fructidor précédent.

XII. Les Directeurs généraux réuniront proviſoirement aux fonctions adminiſtratives celles de premier Magiſtrat civil dans les pays conquis; ils devront être habituellement revêtus, avec leur uniforme de la décoration qui a été déterminée par le même Arrêté. Il leur ſera rendu les mêmes honneurs militaires que la loi preſcrit pour les Adminiſtrateurs ſupérieurs de l'intérieur. Il leur ſera donné, par les Commandans de tous les lieux où ils ſeront pour affaires de leur ſervice, un factionnaire & une ordonnance.

XIII. Les Généraux & Commandans militaires ſeront tenus de déférer aux réquiſitions que les Directeurs généraux leur tranſmettront par écrit, pour aſſurer, par la force armée, l'exécution des ordres qu'ils ſeront dans le cas de donner relativement à leur adminiſtration.

XIV. Il ſera établi, dans chacune des deux Diviſions des pays conquis, un Receveur général de tous les produits des Contributions des pays conquis; les recettes faites par les Receveurs particuliers ſeront verſées dans la caiſſe du Receveur général de leur Diviſion reſpective, toutes les Décades ſi la diſtance le permet, & au moins tous les mois quelle que ſoit la diſtance des Bureaux.

Les fonds réunis dans les caiſſes des deux Receveurs généraux ſeront à la diſpoſition de la Tréſorerie nationale; dans les cas preſſans ſeulement, il pourront, ſur la demande du Commiſſaire-Ordonnateur en chef de l'Armée, être verſés dans les mains du Payeur général, à la charge par le Commiſſaire Ordonnateur en chef d'en rendre compte ſur-le-champ au Miniſtre des Finances.

Les verſemens dans les caiſſes des Receveurs généraux s'opéreront ſans déplacement du Receveur général; ce ſera au Commiſſaire-Ordonnateur en chef de l'Armée à prendre des meſures pour le tranſport des fonds où il les trouvera néceſſaires.

XV. La nomination des Receveurs généraux appartiendra au Miniſtre des Finances, ſur la propoſition des Directeurs généraux.

Les Directeurs ſeront tenus de ſurveiller les opérations des Receveurs généraux, de faire la vérification de leurs caiſſes une fois au moins par mois, & d'en adreſſer le réſultat au Miniſtre des Finances.

XVI. Les verſemens de grains & des fourrages, & les fournitures de bois, de fer, de houille, pour le ſervice militaire, ſeront évalués aux prix courans, par les Directeurs généraux. Les Receveurs particuliers en feront recette ſur leurs regiſtres, & les récépiſſés qui ſeront fournis par les Gardes-Magaſins des vivres & des fourrages, ou autres Agens militaires, ſeront admis en pièces de dépenſes, & devront être revêtus du *Viſa* de l'Inſpecteur des Domaines de la Diviſion, lequel ſera reſponſable de la validité de la ſignature des récépiſſés.

XVII. Le préſent Arrêté ſera adreſſé aux Commiſſaires du Gouvernement près les Armées de Rhin & Moſelle & de Sambre & Meuſe. Ils ſont chargés d'en ſurveiller l'exécution; mais ils n'ordonneront aucunes meſures ſans en avoir conféré avec les Directeurs généraux, afin d'aſſurer aux opérations une marche régulière & uniforme, autant qu'il ſera poſſible. Ils ne pourront décerner aucuns mandats ſur les Receveurs, ſans l'autoriſation du Miniſtre des Finances.

XVIII. Cet Arrêté ſera mis à l'ordre des Armées de Rhin & Moſelle & de Sambre & Meuſe; à cet effet, il ſera adreſſé aux Généraux en chef, à la diligence du Miniſtre de la Guerre, qui le tranſmettra également aux

Aufsicht über diese Gegenstände zugewiesen ist, genau Rechnung stellen.

Sie sollen gleichmäßig dem Finanz-Minister von ihrem Betriebe in Betreff des gezwungenen Anlehns und sonstiger Kontributionen Rechnung stellen, und ihm zu dem Ende bey Ablauf jeden Monats einen durch sie beglaubigten Etat aller in ihrer Division gehabten Einnahmen u. Ausgaben nach der Natur der Gegenstände einschicken.

Dann sollen sie dem Minister vom Innern über ihre Operationen in Ansehung der Brücken und Landstraßen, dem General-Polizey-Minister über alle ihre in diesem Fache zu nehmende Dispositionen, und dem Justiz-Minister über alles, was auf diese Verwaltung Bezug hat, Rechenschaft erstatten.

VIII. Die General-Direktoren sollen ebenfalls eine ordentliche Korrespondenz mit dem Kriegs-Minister unterhalten, und ihm die Etats der in die Magazine der Armee zu versirenden Getreide und Fourragen, so wie die der Lieferungen, welche den Militairkorps und Administrationen an Holz, Steinkohlen, Eisen, Blech, und andern von den National-Domainen, herkommenden Gegenständen geschehen werden, regelmäßig einschicken. Jene Lieferungen sollen unter keinerley Vorwand geschehen können, als auf eine förmliche Requisition des ordinirenden Ober-Kommissairs der Armee an die General-Direktoren, und diese sollen sonst keine dergleichen annehmen.

IX. Den Generälen, Kommandanten, und andern militairischen Chefs wird aufgegeben, die strengsten Befehle zu erlassen, und sorgsam darauf zu wachen, daß keinerley Bedrückungen noch Gewaltthätigkeiten wider die Beamten der General-Direktionen verübt werden. Sie sollen im Gegentheile dieselbe in ihren Personen und Amts-Verrichtungen bey Achtung erhalten.

X. Es ist den Generälen, Kommandanten, Offizieren, und allen Militair-Agenten untersagt, sich in die Verwaltungs-Fächer zu mengen, welche den ernannten Beamten anvertraut sind.

XI. Diese Beamte sollen gehalten seyn, die ihnen durch den Beschluß der Volks-Repräsentanten bey der Rhein- und Mosel-Armee, vom 2ten Ergänzungs-Tage 3ten Jahrs, zufolge des vorhergen Beschlusses des Heils-Ausschusses vom 8. Fructidor, vorgeschriebene Uniform zu tragen.

XII. Die General-Direktoren sollen einstweilen mit ihren Verwaltungs-Funktionen jene der ersten Civil-Magistrats-Personen in den eroberten Landen vereinigen. Sie sollen deshalb durchgehends in ihrer Uniform, und mit der durch den nämlichen Beschluß bestimmten Dekoration erscheinen. Es sollen ihnen die nämlichen militairischen Ehren erwiesen werden, welche das Gesetz für die Ober-Verwalter im Innern vorschreibt. Auch sollen denselben von den Kommandanten aller Orte, wo sie sich wegen ihrer Dienst-Angelegenheiten befinden würden, eine Schildwache und Ordonnanz gegeben werden.

XIII. Die Generale und Militair-Kommandanten sollen gehalten seyn, den Requisitionen Folge zu leisten, welche die General-Direktoren schriftlich an sie thun werden, um durch die bewaffnete Macht den Vollzug der Befehle zu sichern, die sie in ihren Verwaltungs-Angelegenheiten für dienlich finden möchten.

XIV. Es soll in jeder der beyden Divisionen der eroberten Lande ein General-Einnehmer aller Kontributions-Erträge der eroberten Lande angestellt werden. Der durch die besondern Einnehmer gehabte Empfang soll in die Kasse des General-Einnehmers ihrer respektiven Division alle Dekaden, wenn die Entfernung es erlaubt, und wenigstens alle Monate, in welcher Entfernung immer die Bureaux seyn mögen, verlegt werden.

Die in den Kassen der beyden General-Einnehmer vereinigten Fonds sollen zur Disposition des National Schatzes seyn, und nur in dringenden Fällen sollen selbige, auf Befehl des ordinirenden Ober-Kommissairs der Armee, in die Hände des General-Zahlmeisters verfirt werden können: mit dem Bedinge, daß alsdann der ordinirende Ober-Kommissair auf der Stelle dem Finanz-Minister darüber einberichten soll.

Die Lieferungen in die Kassen der General Einnehmer sollen ohne Versetzung des General-Einnehmers geschehen, und wird mithin der ordinirende Ober-Kommissair der Armee die Veranstaltung der Transport der Fonds, wohin er es für nöthig erachten würde, zu treffen haben.

XV. Die Ernennung der General-Einnehmer wird dem Finanz-Minister zustehen, und zu dem Ende durch die General-Direktoren ihm Subjekte vorgeschlagen werden.

Die Direktoren sollen gehalten seyn, auf die Operationen der Einnehmer Acht zu haben, wenigstens einmal monatlich ihre Kassen verifiziren zu lassen, und das Resultat der Verifikation an den Finanz-Minister einzuschicken.

XVI. Die Versirungen an Getreide und Fourragen, und die Lieferungen an Holz, Eisen, Kohlen für den Militair-Dienst, sollen nach dem laufenden Preise durch die General-Direktoren geschätzt werden. Die besondern Einnehmer sollen selbige in ihren Büchern zur Einnahme bringen, und die Rezepissen, welche durch die Wärter der Magazine der Lebensmittel und Fourragen, oder durch andere Militair-Agenten ausgestellt seyn werden, sollen als Ausgabe-Belege gelten, jedoch mit dem Visa des Domainen-Inspekteurs der Division, welcher für die Aechtheit der Signaturen der Rezipissen zu stehen hat, versehen seyn.

XVII. Gegenwärtiger Beschluß soll an die Regierungs-Kommissarien bey den Rhein- und Mosel-, und Sambre- und Maas-Armeen gesandt werden, welche auf die Vollziehung desselben Acht haben, gleichwohl aber, zur möglichsten Sicherstellung eines regelmäßigen und einförmigen Ganges für die Operationen, keine Maasregel anordnen sollen, ohne darüber vorläufig mit den General-Direktoren konferirt zu haben. Auch sollen selbige, ohne Autorisation des Finanz-Ministers, kein Mandat auf die Einnehmer ausfertigen.

XVIII. Dieser Beschluß soll bey den Rhein- und Mosel-, und Sambre-und Maas-Armeen zur Ordre kommen, und deshalb auf Betrieb des Kriegs-Ministers den

X. Il eſt interdit aux Généraux, Commandans, Officiers, & à tous Agens militaires, de s'immiſcer dans les parties d'adminiſtration qui ſont confiées aux ſuſdits Employés.

XI. Ces Employés ſeront tenus de porter l'uniforme qui leur a été preſcrit par Arrêté des Repréſentans du Peuple près l'Armée de Rhin & Moſelle, en date du 2.e jour complémentaire de l'an 3.e, en exécution de celui du Comité de Salut public, du 8 Fructidor précédent.

XII. Les Directeurs généraux réuniront proviſoirement aux fonctions adminiſtratives celles de premier Magiſtrat civil dans les pays conquis; ils devront être habituellement revêtus, avec leur uniforme de la décoration qui a été déterminée par le même Arrêté. Il leur ſera rendu les mêmes honneurs militaires que la loi preſcrit pour les Adminiſtrateurs ſupérieurs de l'intérieur. Il leur ſera donné, par les Commandans de tous les lieux où ils ſeront pour affaires de leur ſervice, un factionnaire & une ordonnance.

XIII. Les Généraux & Commandans militaires ſeront tenus de déférer aux réquiſitions que les Directeurs généraux leur tranſmettront par écrit, pour aſſurer, par la force armée, l'exécution des ordres qu'ils ſeront dans le cas de donner relativement à leur adminiſtration.

XIV. Il ſera établi, dans chacune des deux Diviſions des pays conquis, un Receveur général de tous les produits des Contributions des pays conquis; les recettes faites par les Receveurs particuliers ſeront verſées dans la caiſſe du Receveur général de leur Diviſion reſpective, toutes les Décades ſi la diſtance le permet, & au moins tous les mois quelle que ſoit la diſtance des Bureaux.

Les fonds réunis dans les caiſſes des deux Receveurs généraux ſeront à la diſpoſition de la Tréſorerie nationale; dans les cas preſſans ſeulement, il pourront, ſur la demande du Commiſſaire-Ordonnateur en chef de l'Armée, être verſés dans les mains du Payeur général, à la charge par le Commiſſaire Ordonnateur en chef d'en rendre compte ſur-le-champ au Miniſtre des Finances.

Les verſemens dans les caiſſes des Receveurs généraux s'opéreront ſans déplacement du Receveur général; ce ſera au Commiſſaire-Ordonnateur en chef de l'Armée à prendre des meſures pour le tranſport des fonds où il les trouvera néceſſaires.

XV. La nomination des Receveurs généraux appartiendra au Miniſtre des Finances, ſur la propoſition des Directeurs généraux.

Les Directeurs ſeront tenus de ſurveiller les opérations des Receveurs généraux, de faire la vérification de leurs caiſſes une fois au moins par mois, & d'en adreſſer le réſultat au Miniſtre des Finances.

XVI. Les verſemens de grains & des fourrages, & les fournitures de bois, de fer, de houille, pour le ſervice militaire, ſeront évalués aux prix courans, par les Directeurs généraux. Les Receveurs particuliers en feront recette ſur leurs regiſtres, & les récépiſſés qui ſeront fournis par les Gardes-Magaſins des vivres & des fourrages, ou autres Agens militaires, ſeront admis en pièces de dépenſes, & devront être revêtus du *Viſa* de l'Inſpecteur des Domaines de la Diviſion, lequel ſera reſponſable de la validité de la ſignature des récépiſſés.

XVII. Le préſent Arrêté ſera adreſſé aux Commiſſaires du Gouvernement près les Armées de Rhin & Moſelle & de Sambre & Meuſe. Ils ſont chargés *d'en ſurveiller l'exécution*; mais ils n'ordonneront aucunes meſures ſans en avoir conféré avec les Directeurs généraux, afin d'aſſurer aux opérations une marche régulière & uniforme, autant qu'il ſera poſſible. Ils ne pourront décerner aucuns mandats ſur les Receveurs, ſans l'autoriſation du Miniſtre des Finances.

XVIII. Cet Arrêté ſera mis à l'ordre des Armées de Rhin & Moſelle & de Sambre & Meuſe; à cet effet, il ſera adreſſé aux Généraux en chef, à la diligence du Miniſtre de la Guerre, qui le tranſmettra également aux Commiſſaires-Ordonnateurs en chef de ces Armées. Le Miniſtre des Finances l'adreſſera aux Directeurs généraux des pays conquis d'entre Rhin & Moſelle, à la Régie de l'enregiſtrement & du Domaine national, & aux Départemens du bas Rhin, de la Moſelle & des Forêts, qui touchent auxdits pays conquis.

Pour expédition conforme, *ſigné* CARNOT.
Par le Directoire exécutif, *le Secretaire general* LAGARDE.
Pour expédition: *le Miniſtre des Finances* RAMEL.

X. Es ist den Generalen, Kommandanten, Offizieren, und allen Militair-Agenten untersagt, sich in die Verwaltungs-Fächer zu mengen, welche den erwähnten Beamten anvertraut sind.

XI. Diese Beamte sollen gehalten seyn, die ihnen durch den Beschluß der Volks-Repräsentanten bey der Rhein- und Mosel-Armee, vom 2ten Ergänzungs-Tage 3ten Jahres, zufolge des vorhergen Beschlusses des Heils-Ausschusses vom 8. Fructidor, vorgeschriebene Uniform zu tragen.

XII. Die General-Direktoren sollen einstweilen mit ihren Verwaltungs-Funktionen jene der ersten Civil-Magistrats-Personen in den eroberten Landen vereinigen. Sie sollen deshalb durchgehends in ihrer Uniform, und mit der durch den nämlichen Beschluß bestimmten Dekoration erscheinen. Es sollen ihnen die nämlichen militairischen Ehren erwiesen werden, welche das Gesätz für die Ober-Verwalter im Innern vorschreibt. Auch sollen denselben von den Kommandanten aller Orte, wo sie sich wegen ihrer Dienst-Angelegenheiten befinden würden, eine Schildwache und Ordonnanz gegeben werden.

XIII. Die Generale und Militair-Kommandanten sollen gehalten seyn, den Requisitionen Folge zu leisten, welche die General-Direktoren schriftlich an sie thun werden, um durch die bewaffnete Macht den Vollzug der Befehle zu sichern, die sie in ihren Verwaltungs-Angelegenheiten für dienlich finden möchten.

XIV. Es soll in jeder der beyden Divisionen der eroberten Lande ein General-Einnehmer aller Kontributions-Erträge der eroberten Lande angestellt werden. Der durch die besondern Einnehmer gehabte Empfang soll in die Kasse des General-Einnehmers ihrer respektiven Division alle Dekaden, wenn die Entfernung es erlaubt, und wenigstens alle Monate, in welcher Entfernung immer die Bureaux seyn mögen, versetzt werden.

Die in den Kassen der beyden General-Einnehmer vereinigten Fonds sollen zur Disposition des National Schatzes seyn, und nur in dringenden Fällen sollen selbige, auf Befehl des ordinirenden Ober-Kommissairs der Armee, in die Hände des General-Zahlmeisters versetzt werden können: mit dem Bedinge, daß alsdann der ordinirende Ober-Kommissair auf der Stelle dem Finanz-Minister darüber einberichten soll.

Die Versetzungen in die Kassen der General-Einnehmer sollen ohne Versetzung des General-Einnehmers geschehen, und wird mithin der ordinirende Ober-Kommissair der Armee die Veranstaltung der Transport der Fonds, wohin er es für nöthig erachten würde, zu treffen haben.

XV. Die Ernennung der General-Einnehmer wird dem Finanz-Minister zustehen, und zu dem Ende durch die General-Direktoren ihm Subjekte vorgeschlagen werden.

Die Direktoren sollen gehalten seyn, auf die Operationen der Einnehmer Acht zu haben, wenigstens einmal monatlich ihre Kassen verifiziren zu lassen, und das Resultat der Verifikation an den Finanz-Minister einzusch.cken.

XVI. Die Versetzungen an Getreide und Fourragen, und die Lieferungen an Holz, Eisen, Kohlen für den Militair-Dienst, sollen nach dem laufenden Preise durch die General-Direktoren geschätzt werden. Die besondern Einnehmer sollen selbige in ihren Büchern zur Einnahme bringen, und die Rezepissen, welche durch die Warter der Magazine der Lebensmittel und Fourragen, oder durch andere Militair-Agenten ausgestellt seyn werden, sollen als Ausgabe-Belege gelten, jedoch mit dem Visa des Domainen-Inspekteurs der Division, welcher für die Aechtheit der Signaturen der Rezipissen zu stehen hat, versehen seyn.

XVII. Gegenwärtiger Beschluß soll an die Regierungs-Kommissarien bey den Rhein- und Mosel-, und Sambre- und Maas-Armeen gesandt werden, welche auf die Vollziehung desselben Acht haben, gleichwohl aber, zur möglichsten Sicherstellung eines regelmäßigen und einformigen Ganges für die Operationen, keine Maasregel anordnen sollen, ohne darüber vorläufig mit den General-Direktoren konferirt zu haben. Auch sollen selbige, ohne Autorisation des Finanz-Ministers, kein Mandat auf die Einnehmer ausfertigen.

XVIII. Dieser Beschluß soll bey den Rhein- und Mosel-, und Sambre- und Maas-Armeen zur Ordre kommen, und deshalb auf Betrieb des Kriegs-Ministers den Generälen en Chef, sodann durch den nämlichen Minister an die ordinirenden Ober-Kommissarien dieser Armeen, durch den Finanz-Minister an die General-Direktoren der eroberten Lande zwischen Rhein und Mosel, und zwischen Rhein und Maas, ferner an die Regie des Regierungswesens und der National-Domainen, so wie an die jenen eroberten Landen zunächst gelegenen Departemente vom Niederrheine, von der Mosel und den Wäldern gesandt werden.

Für gleichlautende Ausfertigung, Carnot, Präsident.
Von wegen des vollziehenden Direktoriums, Lazarde, General-Sekret.
Für Ausfertigung, Ramel, Finanz-Minister.